Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ville de Blainville | 73015 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marie-France Potvin, CPA, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Blainville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

Signature Marie-France Potvin Date 16 mai 2023

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	26
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	27
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	28
Situation financière par organismes	29
Charges par objets	30
Excédent (déficit) accumulé	31
Avantages sociaux futurs	35

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la
Ville de Blainville,

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la VILLE DE BLAINVILLE (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la VILLE DE BLAINVILLE au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la VILLE DE BLAINVILLE inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Amyot Gélinas, s.e.n.c.r.l.

Comptables professionnels agréés

CATHERINE MILLETTE, CPA auditrice
AMYOT GÉLINAS, s.e.n.c.r.l.
Saint-Jérôme, 16 mai 2023

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021
				Redressé note 23
Revenus				
Taxes	1	90 784 090	91 298 184	87 626 659
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 507 924	1 652 649	1 507 038
Quotes-parts	3			
Transferts	4	3 332 501	9 957 786	12 243 289
Services rendus	5	10 284 811	10 430 669	8 316 705
Imposition de droits	6	6 878 500	11 598 635	11 639 448
Amendes et pénalités	7	2 762 100	3 002 315	2 735 415
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	804 191	1 596 546	968 149
Autres revenus	10	326 598	5 358 444	8 706 900
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	116 680 715	134 895 228	133 743 603
Charges				
Administration générale	14	15 300 352	15 826 202	19 475 607
Sécurité publique	15	27 943 969	27 828 690	27 788 770
Transport	16	23 428 237	26 809 891	24 500 279
Hygiène du milieu	17	19 599 887	20 274 378	20 434 132
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	3 840 364	4 029 607	4 047 089
Loisirs et culture	20	25 367 850	27 084 765	24 604 401
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	5 675 228	5 620 739	6 272 363
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	121 155 887	127 474 272	127 122 641
Excédent (déficit) de l'exercice	25	(4 475 172)	7 420 956	6 620 962
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		288 841 599	282 348 065
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27			(127 428)
Solde redressé	28		288 841 599	282 220 637
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		296 262 555	288 841 599

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	41 464 255	49 279 423
Débiteurs (note 5)	2	34 608 223	35 122 011
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	3 705	3 698
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	76 076 183	84 405 132
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	21 117 100	21 020 500
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	25 500 660	27 872 082
Revenus reportés (note 12)	12	4 464 716	4 429 490
Dette à long terme (note 13)	13	227 321 932	229 143 293
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	9 912 000	10 096 000
Autres passifs (note 14)	15		
	16	288 316 408	292 561 365
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(212 240 225)	(208 156 233)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	497 981 523	486 362 877
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	9 526 340	9 605 455
Stocks de fournitures	20	425 837	524 345
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	569 080	505 155
	23	508 502 780	496 997 832
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	296 262 555	288 841 599

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Budget	Réalisations	
		2022	2022	2021 Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(4 475 172)	7 420 956	6 620 962
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	(19 605 000)	(35 979 209)	(27 318 359)
Produit de cession	3		687 316	1 016 673
Amortissement	4	20 521 733	23 582 146	23 529 145
(Gain) perte sur cession	5		91 101	(696 200)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	916 733	(11 618 646)	(3 468 741)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		79 115	(4 705 358)
Variation des stocks de fournitures	10		98 508	(208 043)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(63 925)	(40 017)
	13		113 698	(4 953 418)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(3 558 439)	(4 083 992)	(1 801 197)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(208 156 233)	(206 227 608)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18			(127 428)
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(208 156 233)	(206 355 036)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(212 240 225)	(208 156 233)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021 Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 420 956	6 620 962
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	23 582 146	23 529 145
Autres			
▪ (Gain) perte cession d'immo	3	91 101	(696 200)
▪	4		
	5	31 094 203	29 453 907
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	513 788	7 208 214
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	(2 371 422)	6 071 341
Revenus reportés	9	35 226	1 707 464
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(184 000)	253 000
Propriétés destinées à la revente	11	79 115	(4 705 358)
Stocks de fournitures	12	98 508	(208 043)
Autres actifs non financiers	13	(63 925)	(40 017)
	14	29 201 493	39 740 508
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(35 979 209)	(27 318 359)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	687 316	1 016 673
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18		
	19	(35 291 893)	(26 301 686)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	( )	( )
Remboursement ou cession	21		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(7)	( )
Cession	23		4 035 265
	24	(7)	4 035 265
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	16 113 209	8 946 603
Remboursement de la dette à long terme	26	(17 857 454)	(17 629 989)
Variation nette des emprunts temporaires	27	96 600	6 549 600
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	(77 116)	(160 785)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	(1 724 761)	(2 294 571)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	(7 815 168)	15 179 516
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	49 279 423	34 227 335
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		(127 428)
Solde redressé	35	49 279 423	34 099 907
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	41 464 255	49 279 423

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Blainville (ci-après « Ville ») est constituée en vertu de la *Loi sur les citées et villes*.

2. Principales méthodes comptables

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Dans les informations sectorielles et les notes de renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la Ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées:

- Régie intermunicipale d'assainissement des eaux de Sainte-Thérèse et Blainville : consolidée au taux de 48,36 % (48,36 % en 2021) pour les résultats et pour l'état de la situation financière;
- Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert : consolidée au taux de 25 % (25 % en 2021);
- Le Centre d'Excellence sur glace : consolidé au taux de 100 % (100 % en 2021).

b) Partenariats

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les principales estimations comprennent les revenus de taxation révisés non facturés, les droits de mutation non facturés, la provision pour créances douteuses, la valeur nette de réalisation des stocks, dépréciation des actifs financiers, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/O

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés comme autres actifs non financiers et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût d'origine, sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures Eau potable Eaux usées Chemins, rues, routes Autres	 40 ans 40 ans 15 à 40 ans 10 à 40 ans
Bâtiments	15 à 40 ans
Véhicules	10 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	4 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 30 ans
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition	30 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Moins-value
Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente
Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre.

Stocks
Les stocks de fournitures sont évalués au coût selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation
La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

Passif au titre des sites contaminés
La Ville comptabilise un passif au titre des sites contaminés dont elle est responsable de la décontamination lorsqu'il existe une norme environnementale, que la contamination dépasse cette norme, qu'il est prévu que des avantages économiques seront abandonnés et qu'il est possible de procéder à une estimation raisonnable des montants en cause.

E) Revenus

Constatation des revenus
Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

Les sommes reçues pour fins de stationnement en vertu du *Règlement de zonage 955* sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à aménager des stationnements.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des pompiers est un régime de retraite par financement salarial, auquel participe la Ville sans en être le promoteur. Il est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations des régimes de retraite, ces avantages comprennent notamment :
- Les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Pour chacun des régimes de retraite, la charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Cette méthode est prescrite par le chapitre SP 3250 du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (Loi RRSM). Ce cloisonnement n'a toutefois pas été appliqué au calcul des cotisations excédentaires, car celui-ci doit être fait de façon globale, par régime, sans établir de volets distincts.

Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs des régimes.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de la provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi RRSM.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi RRSM. Selon les recommandations du MAMH, puisque les principaux effets découlant de la Loi RRSM ont tous été reflétés lors d'exercices financiers précédents, il n'est plus nécessaire de compléter la Note 8 au bas de la Page S11-4 sur les effets de la Loi RRSM. Plus de détails sont fournis, s'il y a lieu, dans la « Section 3 - Commentaires sur les résultats » du Rapport sur la comptabilité des avantages sociaux futurs des régimes de retraite de la Ville de Blainville, pour l'année financière en cours.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre de l'année financière en cours selon la méthode suivante : valeur marchande.
Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte. Lorsqu'une variation de la provision pour moins-value découle d'un gain ou d'une perte actuariel, ce gain ou cette perte pourrait être constaté immédiatement plutôt qu'amorti sur les exercices subséquents, afin de contrebalancer l'effet de la variation de la provision pour moins-value dans les résultats.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Le coût des services passés, s'il y a lieu, doit être constaté entièrement dans l'exercice au cours duquel la modification est apportée ou la décision est rendue à cet effet. Toutefois, lorsqu'une modification donne lieu à une augmentation de l'obligation au titre des prestations constituées, ce coût est compensé par la constatation de gains actuariels nets non amortis jusqu'à concurrence du coût des services passés. Cette constatation se fait alors en partant des gains actuariels non amortis les plus anciens et en remontant dans le temps jusqu'à ce que le montant net à constater à l'encontre du coût des services passés soit atteint, le cas échéant. Inversement, lorsqu'une modification donne lieu à une diminution de l'obligation au titre des prestations constituées et qu'il existe des pertes actuarielles nettes non amorties, ces dernières doivent aussi être constatées immédiatement, et ce, de façon similaire.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

Avantages sociaux futurs :
- Pour le déficit constaté initialement au 1er janvier 2007 : dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. Dans le cas des régimes non capitalisés, ce déficit n'est pas amorti;
- Pour le coût relié aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : la mesure qui consistait à affecter aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir la totalité ou une partie du coût des services passés découlant d'une modification de régime ou de la perte déterminée lors d'un règlement ou d'une compression de régime ne pourra plus être utilisée à compter de 2020.

En date du présent exercice financier, il n'y a pas de montant relatif aux avantages sociaux futurs dont la comptabilisation est reportée.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Ce fonds est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	41 464 255	49 279 423
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3		
▪	4		
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	41 464 255	49 279 423
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	41 464 255	49 279 423
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	3 280 977	2 567 433
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11	17 857 454	17 629 989

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	5 642 741	6 244 432
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	18 081 189	16 409 984
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	4 534 152	4 848 127
Organismes municipaux	16	11 402	9 125
Autres			
▪ Mutations, facturation diverse	17	2 442 151	3 110 065
▪ Intérêts, amendes, autres	18	3 896 588	4 500 278
	19	34 608 223	35 122 011
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	14 467 375	13 896 541
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23		
	24	14 467 375	13 896 541
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	890 146	903 270
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	11 500 041	10 386 462
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28		
Ministère de la Culture et des Communications	29	2 649 771	2 803 855
Autres ministères/organismes	30	3 931 377	3 219 667
	31	18 081 189	16 409 984

Note

La provision pour créances douteuses concerne les amendes et pénalités. Il n'y a aucune provision pour les taxes à recevoir, car une vente pour non paiement de taxes a lieu tous les deux ans.

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪	34		
▪	35		
	36		
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

7. Placements de portefeuille

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38		
Autres placements	39	3 705	3 698
	40	3 705	3 698
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41	3 705	3 698
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note

8. Avantages sociaux futurs

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	(91 000)	(732 000)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	(9 821 000)	(9 364 000)
	45	(9 912 000)	(10 096 000)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	371 000	8 950 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	508 000	705 000
Régimes à cotisations déterminées	48	3 401 031	3 689 534
Autres régimes (REER et autres)	49	4 401	4 348
Régimes de retraite des élus municipaux	50	118 708	108 099
	51	4 403 140	13 456 981

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

9. Autres actifs financiers

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note

10. Emprunts temporaires

La Ville de Blainville dispose d'une marge de crédit autorisée de 5 000 000 $ pour ses activités de fonctionnement portant intérêt au taux préférentiel diminué de 0,25 % (taux préférentiel de 6,45 % au 31 décembre 2022). Au 31 décembre 2022, la marge de crédit est inutilisée.

La Ville de Blainville dispose d'une marge de crédit de 98 940 400 $ sous forme d'acceptations bancaires pour ses activités d'investissement pour des termes de 7 à 364 jours et portant intérêt au taux des acceptations bancaires 30 jours majoré de 80 points de base. Au 31 décembre 2022, le solde est de 21 012 100 $. Les marges de crédit viennent à échéance en 2023.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Régie intermunicipale d'assainissement des eaux usées de Sainte-Thérèse et Blainville dispose d'une marge de crédit de 100 000 $ portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2022, l'emprunt est inutilisé.

Le Centre d'Excellence sur glace dispose d'une marge de crédit de 400 000$. Au 31 décembre 2022, le solde est de 105 000 $.

11. Créditeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	5 952 598	9 903 308
Salaires et avantages sociaux	56	9 386 342	8 848 911
Dépôts et retenues de garantie	57	7 942 401	7 306 209
Provision pour contestations d'évaluation	58		
Autres			
▪ Intérêts courus	59	1 917 645	1 572 057
▪ Autres	60	301 674	241 597
▪	61		
▪	62		
▪	63		
	64	25 500 660	27 872 082

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	585 429	462 000
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	3 217 487	3 155 980
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77		
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Recettes diverses	80	534 372	684 082
▪ Fonds de stationnement	81	127 428	127 428
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	4 464 716	4 429 490

Note

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2022	2021
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,90	2023	2047	88	207 875 924	209 886 508
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					92		
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	8,87	8,87	2054	2054	94	1 219 598	1 227 213
Autres	5,35	5,35	2023	2039	95	18 888 916	18 614 962
					96	227 984 438	229 728 683
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(662 506)	(585 390)
					98	227 321 932	229 143 293

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2023	99		46 522 688	116 548	827 785	47 467 021
2024	100		40 616 339	116 548	715 013	41 447 900
2025	101		43 777 125	116 548	715 013	44 608 686
2026	102		29 895 833	116 548	715 013	30 727 394
2027	103		36 780 638	116 548	715 013	37 612 199
2028 et plus	104		10 283 301	3 039 950	15 201 079	28 524 330
	105		207 875 924	3 622 690	18 888 916	230 387 530
Intérêts et frais accessoires	106			(2 403 092)		(2 403 092)
	107		207 875 924	1 219 598	18 888 916	227 984 438

Note

Les autres dettes à long terme d'un organisme contrôlé totalisant 18 848 917 $ sont renouvelables annuellement. Ces emprunts sont garantis par une hypothèque universelle de premier rang sur l'universalité des biens meubles et immeubles, corporels et incorporels, présents et futurs. En vertu de la convention de financement, ces emprunts doivent respecter certaines clauses restrictives sont le maintient d'un ratio de couverture du service de la dette minimal de 1:1. Au 31 décembre 2022, ce ratio n'est pas respecté.

14. Autres passifs

		2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108		
Assainissement des sites contaminés	109		
Autres			
▪	110		
▪	111		
▪	112		
▪	113		
	114		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	104 934 679	3 840 396		108 775 075
Eaux usées	116	182 654 574	11 994 997		194 649 571
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	206 685 667	4 263 512		210 949 179
Autres					
▪ Stationnement, éclairage, parc	118	70 446 969	3 980 713		74 427 682
▪ Aménagement du parc	119	967 559	5 149		972 708
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	123 476 293	4 624 492		128 100 785
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	16 416 667	301 984	381 365	16 337 286
Ameublement et équipement de bureau	124	13 546 965	403 167	2 621 974	11 328 158
Machinerie, outillage et équipement divers	125	18 377 170	578 401		18 955 571
Terrains	126	27 056 079	5 368 323		32 424 402
Autres	127				
	128	764 562 622	35 361 134	3 003 339	796 920 417
Immobilisations en cours	129	63 396 108	618 075	622 237	63 391 946
	130	827 958 730	35 979 209	3 625 576	860 312 363
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	43 300 573	2 612 727		45 913 300
Eaux usées	132	78 789 845	4 789 425		83 579 270
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	117 000 302	7 529 156		124 529 458
Autres					
▪ Stationnement, éclairage, parc	134	34 827 874	2 863 995		37 691 869
▪ Aménagement du parc	135	670 115	47 246		717 361
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	35 696 263	2 925 207		38 621 470
Améliorations locatives	138				
Véhicules	139	7 981 848	965 227	225 185	8 721 890
Ameublement et équipement de bureau	140	11 905 837	536 844	2 621 974	9 820 707
Machinerie, outillage et équipement divers	141	11 423 196	1 312 319		12 735 515
Autres	142				
	143	341 595 853	23 582 146	2 847 159	362 330 840
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	486 362 877			497 981 523
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145	1 246 076			1 246 076
Amortissement cumulé	146	(121 146)	(41 536)	( )	(162 682)
Valeur comptable nette	147	1 124 930			1 083 394

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	4 872 234	4 872 234
Immeubles industriels municipaux	149	4 643 612	4 722 727
Autres	150	10 494	10 494
	151	9 526 340	9 605 455
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	9 526 340	9 605 455

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	165	569 080	505 155
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪	168		
▪	169		
	170	569 080	505 155

Note

19. Obligations contractuelles

Ville de Blainville

Au 31 décembre 2022, la Ville s'est engagée, d'après des contrats de déneigement, d'enlèvement des matières résiduelles, d'évaluation foncière et autres obligations échéant jusqu'en 2029, à verser une somme totale de

28 268 910 $. Pour pourvoir à ces engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes suivantes:

2023 - 15 222 221 $
2024 - 6 178 842 $
2025 - 4 125 670 $
2026 - 1 210 507 $
2027 - 536 726 $
2028 et suivantes - 994 944 $

Régie intermunicipale d'assainissement des eaux Sainte-Thérèse et Blainville

En vertu d'obligations contractuelles la Régie intermunicipale d'assainissement des eaux Sainte-Thérèse et Blainville s'est engagée à verser la somme totale de 414 790 $ au cours des exercices suivants:

2023 - 253 487 $
2024 - 39 785 $
2025 - 40 144 $
2026 - 40 505 $
2027 - 40 870 $

Le Centre d'Excellence sur glace

En vertu d'obligations contractuelles le Centre d'Excellence sur glace s'est engagé à verser la somme totale de 81 646 $ au cours des exercices suivants:

2023 - 60 475 $
2024 - 18 937 $
2025 - 2 062 $
2026 - 172 $
2027 - 0 $

De plus, le Centre s'est engagé par contrat auprès de « Le Club de Hockey Junior Armada inc. » à remettre à titre de redevance, 20 % des ventes de nourritures et de boissons pendant les événements du club.

20. Droits contractuels

Ville de Blainville

Au 31 décembre 2022, la Ville a conclu des accords à long terme, pour certains sans échéance donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 8 677 378 $ sera encaissé au cours des cinq prochains exercices selon l'échéancier suivant:

2023 - 1 629 855 $
2024 - 1 678 653 $
2025 - 1 731 982 $
2026 - 1 789 023 $
2027 - 1 847 865 $

Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert

Dans le cadre de ses opérations, la régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert a conclu des accords à long terme échéant jusqu'en 2073 donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 480 142 $ sera encaissé au cours des cinq prochains exercices selon l'échéancier suivant:

2023 - 95 330 $
2024 - 95 696 $
2025 - 94 532 $
2026 - 96 360 $
2027 - 98 224 $

Le Centre d'Excellence sur glace

Dans le cadre de ses opérations, le Centre d'Excellence du glace a conclu plusieurs contrats de location et ententes donnant lieu à des droits contractuels. Un montant de 1 007 318 $ sera encaissé au cours des cinq prochains exercices selon l'échéancier suivant:

2023 - 95 330 $
2024 - 95 696 $
2025 - 94 532 $
2026 - 96 360 $
2027 - 98 224 $

21. Passifs éventuels

S/O

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2022	Solde des cautionnements 2021
Emprunts temporaires				
	171			
Dettes à long terme				
	172			
	173			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

La Ville fait face à des poursuites relativement à des travaux effectués dans le secteur du Blainvillier, une vente de terrain et l'établissement de valeurs foncières. Au 31 décembre 2022, le montant des réclamations s'élèvent à 1 210 504 $.

Ces poursuites sont actuellement à l'étude par la firme d'avocats mandatée par la Ville. La direction de la Ville croit au bien-fondé de sa défense. Elle a toutefois comptabilisé payé un dépôt de 2 081 346 $ relativement à ces poursuites.

D) Autres

Contestation de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal*

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Depuis la sanction de la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014 (Loi RRSM), des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Le 9 juillet 2020, un jugement de la Cour supérieure a été rendu dans la cause sur la contestation de la constitutionnalité de la Loi RRSM. Le jugement indique que la Loi RRSM n'est pas inconstitutionnelle, à l'exception des dispositions de cette loi qui permettent à l'organisme municipal de suspendre l'indexation automatique des retraités. Il est à noter que ce jugement a été porté en appel en novembre 2022. Les arrêts n'ont toujours pas été rendus à la date de production de ce rapport. Puisque l'employeur n'a pas suspendu l'indexation des participants retraités dans le cadre de l'application de la Loi RRSM, ce jugement n'a aucune incidence pour ce groupe de participant. Concernant le groupe des participants actifs, puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie, car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

22. Actifs éventuels

S/O

23. Redressement aux exercices antérieurs

Suite à la mise à jour du Manuel de la présentation de l'information financière municipale, le Fonds de stationnement a été reclassé en 2021. Celui-ci était initialement présenté comme un fonds réservés et a été reclassé dans la section revenus reportés pour un montant de 127 428 $.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présenté dans les informations sectorielles consolidées.

25. Instruments financiers

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

26. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	87 626 659	90 784 090	91 298 184			91 298 184
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 507 038	1 507 924	1 652 649			1 652 649
Quotes-parts	3					1 803 787	
Transferts	4	3 434 059	3 331 563	4 096 867		1 016 873	4 105 042
Services rendus	5	6 268 081	7 171 573	7 299 618		3 326 683	10 430 669
Imposition de droits	6	11 639 448	6 878 500	11 598 635			11 598 635
Amendes et pénalités	7	2 735 415	2 762 100	3 002 315			3 002 315
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	948 255	785 250	1 559 137		37 409	1 596 546
Autres revenus	10	5 599 481	300 000	2 606 600		(559 071)	2 047 529
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	119 758 436	113 521 000	123 114 005		5 625 681	125 731 569
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	8 807 762		5 843 698		9 046	5 852 744
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	3 042 102		1 770 407			1 770 407
Autres	18	44 911		1 540 508			1 540 508
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	11 894 775		9 154 613		9 046	9 163 659
	22	131 653 211	113 521 000	132 268 618		5 634 727	134 895 228
Charges							
Administration générale	23	19 081 385	15 008 618	15 329 649	505 251		15 826 202
Sécurité publique	24	26 544 066	26 891 887	26 622 125	1 206 565		27 828 690
Transport	25	15 768 892	16 106 830	18 340 818	8 469 073		26 809 891
Hygiène du milieu	26	11 810 254	12 659 015	12 821 766	7 604 757	1 537 094	20 274 378
Santé et bien-être	27						
Aménagement, urbanisme et développement	28	3 902 681	3 701 276	3 890 283	139 324		4 029 607
Loisirs et culture	29	17 937 467	19 191 509	19 927 625	4 345 870	4 121 450	27 084 765
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	5 973 011	5 420 701	4 975 925		644 814	5 620 739
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	22 227 858	19 284 527	22 270 840	(22 270 840)		
	34	123 245 614	118 264 363	124 179 031		6 303 358	127 474 272
Excédent (déficit) de l'exercice	35	8 407 597	(4 743 363)	8 089 587		(668 631)	7 420 956

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 407 597	(4 743 363)	8 089 587	(668 631)	7 420 956
Moins : revenus d'investissement	2	(11 894 775)	( )	(9 154 613)	(9 046)	(9 163 659)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(3 487 178)	(4 743 363)	(1 065 026)	(677 677)	(1 742 703)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	22 227 858	19 284 527	22 270 840	1 311 306	23 582 146
Produit de cession	5	1 016 673		687 316		687 316
(Gain) perte sur cession	6	(696 200)		91 101	585 182	91 101
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	22 548 331	19 284 527	23 049 257	1 896 488	24 360 563
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	166 876		79 115		79 115
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	166 876		79 115		79 115
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				794 910	794 910
Remboursement de la dette à long terme	17	(14 908 090)	(15 168 700)	(16 083 889)	(691 994)	(16 775 883)
	18	(14 908 090)	(15 168 700)	(16 083 889)	102 916	(15 980 973)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(283 463)	(19 164)	(809 632)	(2 047)	(811 679)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	4 544 138	1 846 700	680 139	30 063	710 202
Excédent de fonctionnement affecté	21			137 681	8 081	145 762
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 228 959)	(1 200 000)	(338 200)	(515 853)	(854 053)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	663 000		457 000		457 000
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	3 694 716	627 536	126 988	(479 756)	(352 768)
	26	11 501 833	4 743 363	7 171 471	1 519 648	8 105 937
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	8 014 655		6 106 445	841 971	6 363 234

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1	11 894 775	9 154 613	9 046	9 163 659
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(2 841 287)	(1 663 201)	( )	(1 663 201)
Sécurité publique	3	(402 789)	(686 209)	( )	(686 209)
Transport	4	(14 125 565)	(14 402 318)	( )	(14 402 318)
Hygiène du milieu	5	(6 618 836)	(3 735 506)	( )	(3 735 506)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	(1 527 646)	(13 741 601)	( )	(13 156 419)
Loisirs et culture	8	(1 635 253)	(1 652 255)	(683 301)	(2 335 556)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	(27 151 376)	(35 881 090)	(683 301)	(35 979 209)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	(4 872 234)	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 925 334	13 665 896		13 665 896
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	283 463	809 632	2 047	811 679
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	5 216 533	2 673 913		2 673 913
Excédent de fonctionnement affecté	17		890 316		890 316
Réserves financières et fonds réservés	18	1 152 098	7 296 884		7 296 884
	19	6 652 094	11 670 745	2 047	11 672 792
	20	(19 446 182)	(10 544 449)	(681 254)	(10 640 521)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(7 551 407)	(1 389 836)	(672 208)	(1 476 862)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	47 855 505	40 223 492	1 240 763	41 464 255
Débiteurs (note 5)	2	36 402 181	35 992 661	202 601	34 608 223
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	3 698	3 705		3 705
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	84 261 384	76 219 858	1 443 364	76 076 183
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10	20 830 500	21 012 100	105 000	21 117 100
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	26 223 895	24 752 232	2 335 467	25 500 660
Revenus reportés (note 12)	12	4 411 744	4 400 585	64 131	4 464 716
Dette à long terme (note 13)	13	208 976 021	207 053 102	20 268 830	227 321 932
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	10 096 000	9 912 000		9 912 000
Autres passifs (note 14)	15				
	16	270 538 160	267 130 019	22 773 428	288 316 408
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(186 276 776)	(190 910 161)	(21 330 064)	(212 240 225)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	453 624 831	466 456 663	31 524 860	497 981 523
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	9 605 455	9 526 340		9 526 340
Stocks de fournitures	20	473 920	382 463	43 374	425 837
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	492 785	554 497	14 583	569 080
	23	464 196 991	476 919 963	31 582 817	508 502 780
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	16 960 894	17 354 090	(1 846 746)	15 507 344
Excédent de fonctionnement affecté	25	11 642 500	8 411 203	681	8 411 884
Réserves financières et fonds réservés	26	4 983 287	3 797 831	916 235	4 714 066
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	(9 364 000)	(9 821 000)	(1 027 118)	(10 848 118)
Financement des investissements en cours	28	(13 940 485)	(16 541 052)		(16 541 052)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	267 638 019	282 808 730	12 209 701	295 018 431
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	277 920 215	286 009 802	10 252 753	296 262 555

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	44 438 251	45 237 912	46 459 943	44 330 244
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	11 613 188	12 291 260	12 440 087	12 318 782
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7	1 936 655	1 948 932	1 948 932	2 037 224
Autres biens et services	8	26 416 036	27 568 678	29 407 651	30 778 903
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	5 367 701	5 446 724	6 090 606	6 189 999
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11			932	1 468
D'autres tiers	12	53 000	97 201	97 201	82 896
Autres frais de financement	13		(568 000)	(568 000)	(2 000)
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	7 215 056	7 458 258	5 587 548	5 488 415
Transferts	15	195 952	181 809	181 809	212 303
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	1 691 277	2 101 245	2 101 245	1 942 511
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	19 284 527	22 270 840	23 582 146	23 529 145
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Réclamations	21	30 000	43 107	43 107	26 725
▪ Autres	22	22 720	101 065	101 065	166 876
▪	23				19 150
	24	118 264 363	124 179 031	127 474 272	127 122 641

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	15 507 344	14 970 807
Excédent de fonctionnement affecté	2	8 411 884	11 649 985
Réserves financières et fonds réservés	3	4 714 066	5 388 589
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	(10 848 118)	(10 506 408)
Financement des investissements en cours	5	(16 541 052)	(13 940 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	295 018 431	281 279 111
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	296 262 555	288 841 599
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	17 354 090	16 960 894
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	(1 846 746)	(1 990 087)
	11	15 507 344	14 970 807
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Budget subséquent	12	2 296 700	
▪ Réserve - Transport en commun	13	1 613 085	1 613 085
▪ Dette à long terme Terrains	14	3 680 909	8 180 909
▪ Dette à long terme Seigneurie	15	820 509	958 190
▪ Expropriation Chambéry	16		890 316
▪	17		
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	8 411 203	11 642 500
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪ RIAESTB	22	681	7 485
▪	23		
▪	24		
	25	681	7 485
	26	8 411 884	11 649 985

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Fonds vert	27	28 961	1 530 556
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	28 961	1 530 556
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪ RIAESTB	33	889 074	373 222
▪	34		
▪	35		
	36	889 074	373 222
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	742 633	1 260 949
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41	2 963 737	2 191 782
Organismes contrôlés et partenariats	42	27 161	32 080
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	62 500	
Autres			
▪	46		
▪	47		
	48	3 796 031	3 484 811
	49	4 714 066	5 388 589

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51	(9 821 000)	(9 364 000)
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53	( )	( )
Autres	54	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55	( )	( )
	56	(9 821 000)	(9 364 000)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	58	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59	( )	( )
Autres			
▪ RIAESTB	60	(1 027 118)	(1 142 408)
▪	61	( )	( )
	62	(10 848 118)	(10 506 408)
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	63	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	64	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	65	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	66	( )	( )
Autres			
▪	67	( )	( )
▪	68	( )	( )
	69	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	70	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	71	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	72	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73	( )	( )
Autres			
▪	74	( )	( )
▪	75	( )	( )
	76	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	77		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80		
Autres			
▪	81		
	82		
	83	(10 848 118)	(10 506 408)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	84	6 281 884	7 912 829
Investissements à financer	85	(22 822 936)	(21 853 314)
	86	(16 541 052)	(13 940 485)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87	497 981 523	486 362 877
Propriétés destinées à la revente	88	9 526 340	9 605 455
Prêts	89		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91		
	92	507 507 863	495 968 332
Ajustements aux éléments d'actif	93		
	94	507 507 863	495 968 332
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	95	(227 321 932)	(229 143 293)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96	(662 506)	(585 390)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	14 467 375	13 896 541
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98	1 027 118	1 142 408
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99	513	513
	100	(212 489 432)	(214 689 221)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101	( )	( )
	102	(212 489 432)	(214 689 221)
	103	295 018 431	281 279 111

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	2
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine (2) régimes de retraite à prestations déterminées.

RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE DES EMPLOYÉS COLS BLEUS ET COLS BLANCS

Ce régime de retraite à prestations déterminées ne vise que le service cumulé des employés cols bleus et cols blancs au 31 décembre 2015, ainsi que le service pour les années 2014 et 2015 pour les employés policiers. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des trois années les mieux rémunérées, à l'exception des prestations relatives aux années 2014 et 2015 pour les employés cols bleus et cols blancs, qui sont basées sur un « salaire carrière indexé ». En vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM), l'indexation automatique des rentes des participants actifs a été abolie.

Le régime est enregistré auprès de Retraite Québec et auprès de l'Agence du revenu du Canada. La Ville se porte garante de tout déficit actuariel de ce régime. Selon la dernière évaluation actuarielle du régime au 31 décembre 2021, le régime indiquait un degré de solvabilité de 97,8 % pour le volet antérieur et de 102,0 % pour le nouveau volet. Au niveau de la situation financière sur la base de la capitalisation, le régime présente un surplus de 6 319 000 $ dans le volet antérieur et ne présente ni surplus ni déficit dans le nouveau volet. Le degré de capitalisation du régime est de 116,6 % pour le volet antérieur et de 100,0 % pour le nouveau volet.

En 2021, la Ville, les employés cols bleus et cols blancs, ainsi que les employés policiers syndiqués, ont convenu de la mise en place d'un nouveau régime de retraite par financement salarial (RRFS) à compter du 1er janvier 2016. Ces employés n'accumulent donc plus de droits dans le présent régime à compter de cette date. La description du RRFS parait à la page 40.

RÉGIME COMPLÉMENTAIRE DE RETRAITE DES EMPLOYÉS POLICIERS ET CADRES

Ce régime de retraite à prestations déterminées auquel participent les employés policiers et cadres de la Ville de Blainville, ne vise que le service cumulé au 31 décembre 2013 pour les employés policiers. Ce régime prévoit des prestations basées sur la moyenne des trois années les mieux rémunérées pour le volet antérieur et sur la moyenne des cinq années les mieux rémunérées pour le nouveau volet. En vertu de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (Loi RRSM), l'indexation automatique des rentes des participants actifs a été abolie.

Ce régime est enregistré auprès de Retraite Québec et de l'Agence du revenu du Canada. La Ville se porte garante de tout déficit actuariel du volet antérieur de ce régime, tandis que le déficit actuariel du nouveau volet est partagé à parts égales entre la Ville et les participants actifs. Selon la dernière évaluation actuarielle du régime au 31 décembre 2021, le régime indiquait un degré de solvabilité de 96,1 % pour le volet antérieur et de 82,7 % pour le nouveau volet. Au niveau de la situation financière sur la base de la capitalisation, le régime présente un surplus de 4 364 900 $ dans le volet antérieur et ne présente ni surplus ni déficit dans le nouveau volet. Le degré de capitalisation du régime est de 107,3 % pour le volet antérieur et de 100,0 % pour le nouveau volet.

Policiers

En 2021, la Ville et les employés policiers syndiqués, ont convenu que ces derniers participeraient au Régime complémentaire de retraite des employés cols bleus et cols blancs pour leurs années 2014 et 2015, ainsi qu'au RRFS à compter du 1er janvier 2016. Ces employés n'ont donc aucun droit dans le nouveau volet du présent régime. La description du RRFS parait à la page 40.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3	(732 000)	(1 142 000)
Charge de l'exercice	4	(371 000)	(8 950 000)
Cotisations versées par l'employeur	5	1 012 000	9 360 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6	(91 000)	(732 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	143 622 000	158 505 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	(131 032 000)	(144 319 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9	12 590 000	14 186 000
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	(10 091 000)	(14 021 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	2 499 000	165 000
Provision pour moins-value	12	(2 590 000)	(897 000)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	(91 000)	(732 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 965 000	1 980 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19	887 000	13 518 000
	20	2 852 000	15 498 000
Cotisations salariales des employés	21	(992 000)	(6 123 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23	1 860 000	9 375 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	(1 547 000)	(284 000)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	(887 000)	(335 000)
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28	1 693 000	335 000
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	1 119 000	9 091 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	7 670 000	6 564 000
Rendement espéré des actifs	33	(8 418 000)	(6 705 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	(748 000)	(141 000)
Charge de l'exercice	35	371 000	8 950 000

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	(10 341 000)	9 849 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37	(8 418 000)	(6 705 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(18 759 000)	3 144 000
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	17 263 000	8 115 000
Prestations versées au cours de l'exercice	40	6 546 000	5 201 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44	9 017 000	10 002 000
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	13 407 000	17 806 000
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	9	10
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	6,27 %	5,40 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,40 %	5,40 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	2,95 %	2,95 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,20 %	2,20 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	1
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

La Ville parraine un régime d'assurances collectives à prestations déterminées offrant des protections d'assurances-vie, de décès et mutilation par accident et d'assurance-maladie à tous les employés de la Ville à compter de leur retraite.

Ces protections sont offertes jusqu'à ce que le retraité atteigne l'âge de 65 ans. Les coûts sont partagés entre les employés et la Ville selon la catégorie d'emploi du retraité au moment de sa retraite et selon les protections offertes.

		2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55	(9 364 000)	(8 701 000)
Charge de l'exercice	56	(508 000)	(705 000)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	51 000	42 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	(9 821 000)	(9 364 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	(9 821 000)	(9 364 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	(9 821 000)	(9 364 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	(9 821 000)	(9 364 000)
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	(9 821 000)	(9 364 000)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	328 000	566 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	328 000	566 000
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75	328 000	566 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	328 000	566 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	180 000	139 000
Rendement espéré des actifs	85	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	180 000	139 000
Charge de l'exercice	87	508 000	705 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	2 244 000	1 782 000
Prestations versées au cours de l'exercice	92	51 000	42 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	13	13
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	4,75 %	2,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	5,00 %	5,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪ Facteur de vieillissement - %	104	3	3
▪ Âge moyen de retraite	105	58	58

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106	2

Description des régimes et autres renseignements

Régime de retraite par financement salarial de la FTQ des pompiers

Ce régime de retraite à cotisations déterminées est administré par un comité de retraite conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et ses règlements. L'âge normal de la retraite est 65 ans et l'âge sans réduction de la rente est de 60 ans.

Les cotisations salariales des employés sont établies à 9 % du salaire.

La Ville contribue au régime pour un montant équivalent à celui des employés. La cotisation des employés est égale au coût du service courant, plus l'amortissement de tout déficit moins la cotisation de la Ville.

Régime de retraite par financement salarial des employés de Blainville (RRFS)

Ce régime de retraite est administré par un comité de retraite conformément à la Loi sur les régimes complémentaires de retraite et ses règlements. Le Régime est institué conjointement par le Syndicat Canadien de la Fonction Publique, section locale 2229, le Syndicat Canadien de la Fonction Publique, section locale 2301 et l'Association des policiers et policières de Blainville Inc. Le Régime est enregistré auprès de Retraite Québec et de l'Agence de revenu du Canada. Le Régime ne reconnaît aucun service passé au 1er janvier 2016. Le coût des engagements totaux du Régime, déduction faite de la cotisation patronale, est à la seule charge des employés actifs.

L'âge normal de la retraite est de 65 ans et l'âge de retraite sans réduction de la rente est de 60 ans (ou lorsque l'âge et les années de service continu totalisent 85 pour un col blanc ou un col bleu et 80 pour un policier, si avant).

Les cotisations salariales et patronales en 2022 sont établies comme suit :

	Employés	Employeur
Cols blancs	11 %	13 %
Cols bleus	11 %	13 %
Policiers	14 %	14 %

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108	304 096	305 612
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111	3 096 935	3 383 922
	112	3 401 031	3 689 534

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	113	

Description des régimes et autres renseignements

La Régie intermunicipale du parc du Domaine-Vert contribue au REER des employés permanents à la hauteur de la cotisation de l'employé, jusqu'à un maximum de 5 % du salaire brut de l'employé.

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116	4 401	4 348
Autres régimes	117		
	118	4 401	4 348

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119	13	13

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financements du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	26 623	23 371
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	89 718	78 759
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	28 990	29 340
	123	118 708	108 099

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TAXES		**Budget 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	56 841 721	57 047 175	57 047 175	51 338 547
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	16 853 357	16 840 914	16 840 914	16 950 512
Activités de fonctionnement	3	4 287 944	4 301 269	4 301 269	4 178 100
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	77 983 022	78 189 358	78 189 358	72 467 159
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	500 000	789 995	789 995	3 041 797
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14	2 911 490	3 004 558	3 004 558	2 708 206
Matières résiduelles	15	5 288 004	5 256 221	5 256 221	5 209 946
Autres					
▪ Piscines	16	179 512	183 848	183 848	179 742
▪	17				
▪	18				
Centres d'urgence 9-1-1	19	271 000	298 788	298 788	288 518
Service de la dette	20	3 651 062	3 575 416	3 575 416	3 731 291
Pouvoir général de taxation	21				
Activités de fonctionnement	22				
Activités d'investissement	23				
	24	12 801 068	13 108 826	13 108 826	15 159 500
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	25				
Autres	26				
	27				
	28	12 801 068	13 108 826	13 108 826	15 159 500
	29	90 784 090	91 298 184	91 298 184	87 626 659

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		**Budget 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30				
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31				
Compensations pour les terres publiques	32				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	83 504	97 951	97 951	88 626
Cégeps et universités	34				
Écoles primaires et secondaires	35	670 000	763 593	763 593	677 190
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36				
	37	753 504	861 544	861 544	765 816
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	38	724 200	790 885	790 885	741 002
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	39	220	220	220	220
Taxes d'affaires	40				
	41	724 420	791 105	791 105	741 222
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	42				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43	30 000			
	44	30 000			
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45				
Autres	46				
	47				
	48	1 507 924	1 652 649	1 652 649	1 507 038

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS		**Budget 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	49		6 208	6 208	
Sécurité publique					
Police	50	26 800	425 426	425 426	180 585
Sécurité incendie	51				
Sécurité civile	52				
Autres	53				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	54				23 958
Enlèvement de la neige	55				
Autres	56		11 472	11 472	
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	57				
Transport adapté	58				
Transport scolaire	59				
Autres	60				
Transport aérien	61				
Transport par eau	62				
Autres	63				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64				
Réseau de distribution de l'eau potable	65	232 693	311 317	311 317	290 916
Traitement des eaux usées	66	21 586	21 586	22 523	32 884
Réseaux d'égout	67				8 077
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	68	600 000	751 846	751 846	732 271
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	69	1 100 000	1 367 888	1 367 888	1 220 355
Tri et conditionnement	70				
Autres	71				
Autres	72				
Cours d'eau	73				
Protection de l'environnement	74				
Autres	75				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	76				
Sécurité du revenu	77				
Autres	78				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	79	1 000	6	6	82
Rénovation urbaine	80				
Promotion et développement économique	81				
Autres	82				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	83	5 484	5 484	12 722	5 578
Activités culturelles					
Bibliothèques	84	244 000	278 516	278 516	403 715
Autres	85				
Réseau d'électricité	86				
	87	2 231 563	3 179 749	3 187 924	2 898 421

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	88		2 848 591	2 848 591	651 702
Sécurité publique					
Police	89				
Sécurité incendie	90				
Sécurité civile	91				
Autres	92				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	93				
Enlèvement de la neige	94				
Autres	95				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	96				
Transport adapté	97				
Transport scolaire	98				
Autres	99				
Transport aérien	100				
Transport par eau	101				
Autres	102				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103				
Réseau de distribution de l'eau potable	104				
Traitement des eaux usées	105		1 941 685	1 941 685	6 208 561
Réseaux d'égout	106				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	107				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	108				
Tri et conditionnement	109				
Autres	110				
Autres	111				
Cours d'eau	112				
Protection de l'environnement	113		1 053 422	1 053 422	1 897 499
Autres	114				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	115				
Sécurité du revenu	116				
Autres	117				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	118				
Rénovation urbaine	119				
Promotion et développement économique	120				
Autres	121				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	122			9 046	50 000
Activités culturelles					
Bibliothèques	123				
Autres	124				
Réseau d'électricité	125				
	126		5 843 698	5 852 744	8 807 762

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
TRANSFERTS (suite)		**Budget 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127				
Péréquation	128				
Neutralité	129				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131				
Fonds de développement des territoires	132				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	1 100 000	917 118	917 118	537 106
Dotation spéciale de fonctionnement	135				
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136				
Autres	137				
	138	1 100 000	917 118	917 118	537 106
TOTAL DES TRANSFERTS	139	3 331 563	9 940 565	9 957 786	12 243 289

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS		**Budget 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	140				
Évaluation	141				
Autres	142				
	143				
Sécurité publique					
Police	144				
Sécurité incendie	145	963 344	1 057 662	1 057 662	1 033 030
Sécurité civile	146				
Autres	147				
	148	963 344	1 057 662	1 057 662	1 033 030
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	149	8 700	7 449	7 449	5 514
Enlèvement de la neige	150				
Autres	151				
Transport collectif	152				
Autres	153				
	154	8 700	7 449	7 449	5 514
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155				
Réseau de distribution de l'eau potable	156	50 000	56 100	56 100	35 194
Traitement des eaux usées	157	64 000	73 246	40 771	32 835
Réseaux d'égout	158				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	159				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	160				
Tri et conditionnement	161				
Autres	162				
Autres	163				
Cours d'eau	164				
Protection de l'environnement	165				
Autres	166				
	167	114 000	129 346	96 871	68 029

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)		**2022**	**2022**	**2022**	**2021**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	168				
Autres	169				
	170				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	171				
Rénovation urbaine	172				
Promotion et développement économique	173				
Autres	174				
	175				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	176			57 482	59 827
Activités culturelles					
Bibliothèques	177				
Autres	178				
	179			57 482	59 827
Réseau d'électricité	180				
	181	1 086 044	1 194 457	1 219 464	1 166 400

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Budget 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	182				
Évaluation	183				
Autres	184	978 065	965 475	965 475	918 782
	185	978 065	965 475	965 475	918 782
Sécurité publique					
Police	186	1 320 451	2 366 526	2 366 526	1 652 521
Sécurité incendie	187	147 373	220 647	220 647	86 566
Sécurité civile	188				
Autres	189				
	190	1 467 824	2 587 173	2 587 173	1 739 087
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	191	43 550	(362 257)	(362 257)	33 130
Enlèvement de la neige	192				
Autres	193	290 800			
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	194				
Transport adapté	195				
Transport scolaire	196				
Autres	197				
Autres	198				189 415
	199	334 350	(362 257)	(362 257)	222 545
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200				
Réseau de distribution de l'eau potable	201	14 000	10 890	10 890	14 952
Traitement des eaux usées	202				
Réseaux d'égout	203				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	204	30 559	36 695	36 695	25 605
Matières recyclables	205	85 560	49 849	49 849	83 855
Autres	206		1 020	1 020	8 533
Cours d'eau	207				
Protection de l'environnement	208				
Autres	209				
	210	130 119	98 454	98 454	132 945

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
SERVICES RENDUS (suite)		**Budget 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2022**	**Réalisations 2021**
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	211				
Sécurité du revenu	212				
Autres	213				
	214				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	215	163 748	152 611	152 611	187 750
Rénovation urbaine	216				
Promotion et développement économique	217				
Autres	218				
	219	163 748	152 611	152 611	187 750
Loisirs et culture					
Activités récréatives	220	2 973 423	2 635 085	5 741 129	3 916 283
Activités culturelles					
Bibliothèques	221	38 000	28 620	28 620	32 913
Autres	222				
	223	3 011 423	2 663 705	5 769 749	3 949 196
Réseau d'électricité	224				
	225	6 085 529	6 105 161	9 211 205	7 150 305
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	7 171 573	7 299 618	10 430 669	8 316 705

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	227	878 500	596 385	596 385	978 190
Droits de mutation immobilière	228	6 000 000	11 002 250	11 002 250	10 661 258
Droits sur les carrières et sablières	229				
Autres	230				
	231	6 878 500	11 598 635	11 598 635	11 639 448
AMENDES ET PÉNALITÉS	232	2 762 100	3 002 315	3 002 315	2 735 415
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	233				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	234	785 250	1 559 137	1 596 546	968 149
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		(91 101)	(91 101)	696 200
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		2 369 170	2 369 170	4 456 352
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239	300 000	2 040 534	2 040 534	3 174 152
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242				
Redevances réglementaires	243				
Autres	244		1 598 912	1 039 841	380 196
	245	300 000	5 917 515	5 358 444	8 706 900
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	246				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	1 354 889	1 468 298	2 154	1 470 452	1 470 452	1 089 264
Greffe et application de la loi	2	2 551 542	2 280 813	17 569	2 298 382	2 298 382	2 632 676
Gestion financière et administrative	3	9 172 204	9 214 693	480 948	9 695 641	9 686 943	13 441 391
Évaluation	4	329 500	450 002		450 002	450 002	585 403
Gestion du personnel	5	1 600 483	1 915 843	4 580	1 920 423	1 920 423	1 726 873
Autres							
▪	6						
▪	7						
	8	15 008 618	15 329 649	505 251	15 834 900	15 826 202	19 475 607
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	17 959 288	17 857 993	648 831	18 506 824	18 506 824	18 235 277
Sécurité incendie	10	8 894 777	8 740 234	556 196	9 296 430	9 296 430	9 502 018
Sécurité civile	11	37 822	23 898	1 538	25 436	25 436	51 475
Autres	12						
	13	26 891 887	26 622 125	1 206 565	27 828 690	27 828 690	27 788 770
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	5 844 660	6 706 203	7 690 645	14 396 848	14 396 848	13 287 884
Enlèvement de la neige	15	4 829 142	6 249 739		6 249 739	6 249 739	5 138 232
Éclairage des rues	16	506 300	485 580	517 329	1 002 909	1 002 909	979 933
Circulation et stationnement	17	643 555	642 311	183 885	826 196	826 196	835 664
Transport collectif							
Transport en commun	18	4 283 173	4 256 985	77 214	4 334 199	4 334 199	4 258 566
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	16 106 830	18 340 818	8 469 073	26 809 891	26 809 891	24 500 279

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 774 000	1 813 945	656 063	2 470 008	2 470 008	2 493 651
Réseau de distribution de l'eau potable	24	2 121 820	1 425 097	2 443 150	3 868 247	3 868 247	3 932 146
Traitement des eaux usées	25	1 320 800	1 538 228	342 612	1 880 840	1 728 695	2 982 346
Réseaux d'égout	26	1 590 030	2 086 428	4 124 943	6 211 371	6 211 371	5 550 715
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	861 721	1 117 403		1 117 403	1 117 403	823 142
Élimination	28	935 647	913 919		913 919	913 919	928 045
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 455 031	1 723 861		1 723 861	1 723 861	1 522 388
Tri et conditionnement	30	477 652	102 788		102 788	102 788	134 520
Matières organiques							
Collecte et transport	31	795 854	877 280		877 280	877 280	746 095
Traitement	32	450 048	381 636		381 636	381 636	381 050
Matériaux secs	33	446 015	390 121	4 773	394 894	394 894	455 758
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	430 397	451 060	33 216	484 276	484 276	484 276
Autres	39						
	40	12 659 015	12 821 766	7 604 757	20 426 523	20 274 378	20 434 132
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 115 965	2 218 569	51 866	2 270 435	2 270 435	2 217 304
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	120 000	174 920	87 458	262 378	262 378	373 791
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51	1 465 311	1 496 794		1 496 794	1 496 794	1 455 994
	52	3 701 276	3 890 283	139 324	4 029 607	4 029 607	4 047 089
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	4 039 614	4 508 188	2 813 385	7 321 573	6 321 573	5 998 859
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 880 646	1 976 157	592 331	2 568 488	5 975 437	4 736 132
Piscines, plages et ports de plaisance	55	2 392 362	2 513 701	492 450	3 006 151	3 006 151	2 612 136
Parcs et terrains de jeux	56	7 273 317	7 204 861		7 204 861	7 826 075	7 609 479
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	522 761	447 692		447 692	230 799	224 137
Autres	59		206 538		206 538	206 538	
	60	16 108 700	16 857 137	3 898 166	20 755 303	23 566 573	21 180 743
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	3 082 809	3 070 488	447 704	3 518 192	3 518 192	3 423 658
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65						
	66	3 082 809	3 070 488	447 704	3 518 192	3 518 192	3 423 658
	67	19 191 509	19 927 625	4 345 870	24 273 495	27 084 765	24 604 401

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	5 244 201	5 299 538		5 299 538	5 942 692	6 069 076
Autres frais	70	176 500	244 387		244 387	246 047	205 287
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		(568 000)		(568 000)	(568 000)	(2 000)
Autres	72						
	73	5 420 701	4 975 925		4 975 925	5 620 739	6 272 363
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	19 284 527	22 270 840	(22 270 840)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ville de Blainville | 73015 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	360 893	360 893	361 781
Usines de traitement de l'eau potable	2			616
Usines et bassins d'épuration	3			70 825
Conduites d'égout	4	3 314 898	3 314 898	6 271 582
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	12 428 967	12 428 967	3 843 961
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	715 950	715 950	1 191 472
Aires de stationnement	9	(452)	(452)	58 886
Parcs et terrains de jeux	10	1 541 377	1 546 526	1 686 536
Autres infrastructures	11	723 446	723 446	421 778
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	1 329 936	1 865 865	9 686 644
Édifices communautaires et récréatifs	14	196 982	196 982	411 368
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 119 780	1 119 780	1 155 280
Ameublement et équipement de bureau	18	554 245	559 614	615 167
Machinerie, outillage et équipement divers	19	410 907	547 761	423 065
Terrains	20	13 184 161	12 598 979	1 119 398
Autres	21			
	22	35 881 090	35 979 209	27 318 359

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	18 678	18 678	361 781
Usines de traitement de l'eau potable	24			616
Usines et bassins d'épuration	25			70 825
Conduites d'égout	26	2 972 683	2 972 683	5 093 400
Autres infrastructures	27	14 323 311	14 328 460	5 456 365
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28	342 215	342 215	
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	342 215	342 215	1 178 182
Autres infrastructures	32	1 085 977	1 085 977	1 746 268
Autres immobilisations corporelles	33	16 796 011	16 888 981	13 410 922
	34	35 881 090	35 979 209	27 318 359

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	47 631 429	7 437 202	3 468 467	51 600 164
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	168 200 713	7 023 604	13 307 418	161 916 899
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	215 832 142	14 460 806	16 775 885	213 517 063
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	13 896 541	1 652 403	1 081 569	14 467 375
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	13 896 541	1 652 403	1 081 569	14 467 375
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	13 896 541	1 652 403	1 081 569	14 467 375
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	13 896 541	1 652 403	1 081 569	14 467 375
	19	229 728 683	16 113 209	17 857 454	227 984 438
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	229 728 683	16 113 209	17 857 454	227 984 438

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	207 625 598
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	22 822 936
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	14 451 325
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	6 281 884
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	209 715 325
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	20 342 791
Endettement net à long terme	16	230 058 116
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	603 103
Autres organismes	19	6 927 921
Endettement total net à long terme	20	237 589 140
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	237 589 140
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	1 415 327	1 446 152	1 446 152	1 406 866
Sécurité publique					
Police	4				
Sécurité incendie	5				
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	4 283 173	4 256 985	4 256 985	4 181 352
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	1 320 800	1 538 228	(115 589)	(99 803)
Matières résiduelles	12				
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18				
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20				
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22	195 756	216 893		
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	7 215 056	7 458 258	5 587 548	5 488 415

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	34 920 530	26 880 579
Frais de financement	4	960 560	270 797
Autres	5		
	6	35 881 090	27 151 376

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/ année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	99,00	33,50	172 458,00	10 202 132	3 388 376	13 590 508
Professionnels	2						
Cols blancs	3	209,00	33,00	358 644,00	12 254 206	2 999 985	15 254 191
Cols bleus	4	129,00	37,00	248 196,00	8 411 619	1 944 016	10 355 635
Policiers	5	80,00	37,80	157 248,00	9 067 036	2 687 747	11 754 783
Pompiers	6	44,00	42,00	96 096,00	4 289 068	1 032 798	5 321 866
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	561,00		1 032 642,00	44 224 061	12 052 922	56 276 983
Élus	9	13,00			1 013 851	238 338	1 252 189
	10	574,00			45 237 912	12 291 260	57 529 172

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13	311 317				311 317
Traitement des eaux usées	14	21 586	1 941 685			1 963 271
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	3 763 964	3 902 013			7 665 977
	17	4 096 867	5 843 698			9 940 565

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	220 927	731 279
	4	220 927	731 279
Sécurité publique			
Police	5	108 412	122 322
Sécurité incendie	6	137 735	126 963
Sécurité civile	7	2 487	2 670
Autres	8		
	9	248 634	251 955
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	1 808 133	1 898 341
Enlèvement de la neige	11	2 227	3 143
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	1 810 360	1 901 484
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	170 238	184 254
Réseau de distribution de l'eau potable	17	497 924	500 833
Traitement des eaux usées	18	51 216	40 867
Réseaux d'égout	19	798 961	1 132 098
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	15 193	16 862
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	1 533 532	1 874 914
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	108 273	107 082
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	126 552	135 768
Autres	34		
	35	234 825	242 850
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	922 582	961 324
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	5 065	9 205
Autres	38		
	39	927 647	970 529
Réseau d'électricité	40		
	41	4 975 925	5 973 011

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
LIZA POULIN	Maire	103 996	17 534	45 163	128
RICHARD PERRAULT	Maire	163 664			
MARIE-CLAUDE PERRON	Conseiller	42 174	17 534		
DAVID MALENFANT	Conseiller	42 174	17 534		
SERGE PAQUETTE	Conseiller	45 216	17 534		
PHILIPPE MAGNENAT	Conseiller	41 679	17 534		
FRANCIS ALLAIRE	Conseiller	41 679	17 534		
NICOLE RUEL	Conseiller	41 679	17 534		
PATRICK MARINEAU	Conseiller	44 899	17 534		
STÉPHANE BERTRAND	Conseiller	44 873	17 534		
MICHÈLE MURRAY	Conseiller	41 679	17 534		
MARIE-CLAUDE COLLIN	Conseiller	42 718	17 534		
STÉPHANE DUFOUR	Conseiller	42 174	17 534		
JEAN-FRANÇOIS PINARD	Conseiller	41 379	17 534		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		OUI	NON	
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1		5 000 000	$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2		3 X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4			$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5		6 X	
4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :				
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7			$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8			$
Ligne 3 : Autres revenus	9			$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10			$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11			$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12			$
Ligne 9 : Autres charges	13			$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14			$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15			$
Ligne 14 : Débiteurs	16			$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17			$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18			$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	19			$
Ligne 20 : Revenus reportés	20			$
Ligne 21 : Dette à long terme	21			$
Ligne 24 : Libres	22			$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23			$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24			$
Montant des pardons de prêts constatés				
Solde cumulatif au début de l'exercice	25			$
Constatés au cours de l'exercice	26			$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27			$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

   a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU. — 28 [ ] 29 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 — 30 _____ $

   b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières. — 31 [ ] 32 [X]

   Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022 — 33 _____ $

   c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM). — 34 [ ] 35 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 — 36 _____ $

   d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM). — 37 [ ] 38 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 — 39 _____ $

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? — 40 [ ] 41 [X]

   Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? — 42 [ ] 43 [ ]

   Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

   a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 44 [ ] 45 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 — 46 _____ $

   b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? — 47 [ ] 48 [X]

   Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022 — 49 _____ $

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? — 50 [X] 51 [ ]

   Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

   a) crédits de taxes — 52 37 253 $

   b) autres formes d'aide — 53 _____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022	54		$
Facteur comparatif de 2022	55		
Valeur uniformisée	56		$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD — 57 _____ $

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	58		$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été			
Systèmes de sécurité	59		$
Chaussées pavées - entretien préventif	60		$
Chaussées pavées - entretien palliatif	61		$
Chaussées en gravier - entretien préventif	62		$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	63		$
Systèmes de drainage	64		$
Abords de routes	65		$
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	66		$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	67		$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	68		$
c) Total des frais encourus admissibles	69		$

d) Description des dépenses d'investissement

- Relatives à l'entretien d'hiver :
- Relatives à l'entretien d'été :

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	70	
b) Date d'adoption de la résolution	71	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 72 [X] 73 [ ]

    Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

    a) Numéro de la résolution 74 2020-03-179

    b) Date d'adoption de la résolution 75 2020-03-17

12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)

    Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

    a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 76 _____

    b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 77 _____

    Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens

    c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 78 4

    d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 79 _____

    e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 80 4

    f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 81 _____

    g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 82 _____

    Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

    h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 83 4 625

    i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 84 _____

    j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 85 10

    Règlement

    k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)? 86 [X] 87 [ ]

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité		OUI		NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?	1	X	2	
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».				
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3	X	4	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5	X	6	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7		8	X
4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	9		10	X
Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.				
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	11		12	X
6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	13		14	X
7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15		16	X
La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.				
8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	17		18	X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	19		20	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

☐ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.

☐ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.

☐ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-16

Nom du signataire : _____

Fonction du signataire : _____

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2023-05-09 08:07